



Au Café du coin, chez la Mère Lapipe, Le Mans (Sarthe).

La culture est dans les bars ! (et l'union fait la force)

Pierrick Bourgault

Né à Nantes en 1999, le collectif Culture Bar-Bars accompagne les « politiques de la nuit » de plusieurs villes et agit pour que le rôle culturel des bistrotts soit reconnu. Mission difficile, en pleine épidémie de fermetures.

Au centre des villes ou dans les quartiers, à la campagne, le café est un point de rencontre entre générations et populations, entre habitants et visiteurs. Un lieu de discussion et d'expression, accessible à tous. Certains accueillent des activités qui dépassent le cadre du débit de boissons : expositions de peintures ou de photographies, débats, concerts, jams où des artistes peuvent jouer ensemble. Les bars-concerts sont précieux car ils fournissent le chaînon manquant, le tremplin entre l'école de musique et des salles plus vastes, et donnent aux débutants l'occasion de rencontrer leur premier vrai public. Les artistes confirmés apprécient eux aussi ces lieux de diffusion.

Accessibles à tous, ces bistrotts s'ingénient à organiser une offre culturelle de proximité qui rayonne sur un territoire. Ils représentent l'un des derniers bastions du lien social direct et libre. En tant qu'entreprises, ils créent des emplois locaux, paient des taxes et participent à l'économie ; leur activité rend un quartier ou un village plus attractifs. Hélas, le visiteur qui traverse en voiture ou en train les campagnes et villes de France compte les pancartes fluo « À vendre » désignant les bistrotts fermés. « Les bistrotts, on en parle à la télé et dans les journaux, on les adore, mais ils crèvent ! » déplorait Claude Jamin, le patron du Petit Robinson¹, avant de fermer sa guinguette au charme d'antan sur les rives du Loir. Ce n'était pas faute de compétences – cuisinier, musicien, chanteur, professeur de tango –, ni d'expérience, car il avait géré d'autres bars et cafés, aujourd'hui fermés. Pour ces petits lieux dont le vocabulaire de notre époque vante la *convivialité*, qui *créent du lien social* et favorisent le *vivre-ensemble* et le *multiculturalisme*, les temps sont rudes.

« Actuellement, pour huit offres, un seul acheteur », constate Gérard Quéguineur, qui vient de rouvrir un restaurant routier² près de Mayenne. Les vendeurs, découragés ou réalistes, transforment leur bien en maison d'habitation ou l'abandonnent à sa décrépitude³. Étape critique, souvent létale : la transmission, lorsque les gérants prennent leur retraite. Une banque prêtera pour l'acquisition d'un logement, plus

1. La Chartre-sur-le-Loir, Sarthe.

2. L'Hermine, Aron, Mayenne.

3. Thibaut Derien, *J'habite une ville fantôme*, Éditions du Petit Oiseau, 2015.



Au Petit Robinson, la guinguette de Claude Jamin aujourd'hui fermée, La Chartre-sur-le-Loir (Sarthe).

difficilement pour le même local s'il est encore un café-restaurant.

Lanceurs d'alertes

En 1999, à Nantes, des patrons de cafés se heurtent aux mêmes difficultés lorsqu'ils programment des concerts : les relations avec les différentes autorités, les voisins, les normes de sécurité... Ils ne sont pas reconnus en tant qu'acteurs culturels mais considérés comme des gérants de débits de boissons. Ils décident alors de se réunir en un collectif, intitulé Culture Bar-Bars⁴, animé par l'un d'eux, Éric Lejeune, l'actuel président. Leur première bonne idée fut d'organiser un festival de musique, mais pas seulement : contes, spectacles, marionnettes... C'est Denis Talledec qui dirige ce collectif, devenu Fédération des cafés culture.

Vingt ans plus tard, le festival se poursuit avec un franc succès, se réjouit Denis Talledec : « En 2018, plus de deux cents de nos membres ont organisé des spectacles dans toute la France, le plus souvent des concerts, et accueilli plus de mille sept cents artistes. L'entrée étant gratuite, sans billetterie, on ignore le nombre exact des spectateurs, certainement plus de cent soixante mille personnes. Le prochain festival Culture Bar-Bars se déroulera les 28, 29 et 30 novembre

2019. » Cette réussite sur la durée atteste « que la demande culturelle des populations est forte, que l'envie de partager est là, que les artistes aussi veulent s'exprimer, exposer leurs pratiques dans des lieux, et plus particulièrement les cafés-culture. » Mais, et c'est leur paradoxe, ces petites scènes souffrent et leur nombre diminue, comme le déplore Denis Talledec : « Les deux cent mille cafés actifs en France vers 1960 ne sont plus que trente mille actuellement. Sur la dernière décennie, nous avons constaté 30 % de diffusion en moins dans les cafés-concerts, tandis que d'autres réduisaient leurs horaires ou supprimaient certains styles musicaux de leur programmation. »

Les causes du déclin

Elles sont multiples, et Denis Talledec les résume par « la pensée en silo » : à partir d'intentions louables, le législateur, les municipalités et les instances sanitaires ou professionnelles imposent une réglementation complexe qui détruit un vivier de créativité, dans le contexte de l'évolution normative, hygiéniste et numérique de notre société.

Le poids de l'État : *débit de boissons* est l'une des activités les plus réglementées en France. Depuis le drame du Cuba libre⁵, les préfetures



Représentation de l'opéra *Le Pauvre Matelot* de Darius Milhaud et Jean Cocteau, le 7 novembre 2009 au Pub à Victor à Lassay-les-Châteaux (Mayenne).

redoublent leurs contrôles et leurs exigences s'ajoutent à la mise aux normes pour les personnes à mobilité réduite. Pour le bien de la santé publique, le ministère de la Santé a interdit la consommation de tabac dans les cafés. « Ce qui déplace le problème, devenu *trouble de l'ordre public* lorsque trop de fumeurs se regroupent dans la rue. De même, piétonner avec des matériaux qui amplifient le bruit. Car la plupart des nuisances sont liées aux clients, non à l'activité », regrette Denis Talledec.

Patrones et patrons accusent pêle-mêle « les charges », l'Urssaf aux prélèvements complexes, la nouvelle caisse enregistreuse obligatoire, la Sacem : « Je paie 700 euros par an pour laisser ma radio allumée, tousse une gérante de bistrot au Mans, et un supplément si on organise des concerts. » Le redressement de l'Urssaf menace le chapeau que les artistes font passer après le spectacle.

D'où une sortie de la zone de contrôle, poursuit Denis Talledec : « Les contraintes imposées aux cafés et discothèques incitent les jeunes à explorer d'autres offres festives, *free parties* dans des friches industrielles, squats, terres agricoles ou lieux privés. Des substances addictives y circulent et certaines pratiques sont plus risquées que le jet de mégots pour lequel le bistrotier est verbalisé ! » La peur du gendarme

limite les sorties en voiture, mais pas l'alcoolisation : 91 % des adolescents déclarant avoir bu des boissons alcoolisées les ont achetées dans un magasin⁶. La grande distribution triomphe sur tous les tableaux.

Le rôle délicat des mairies

De même, la relation des cafés avec les élus n'est pas simple. Une mairie ne saurait bien sûr subventionner ces entreprises privées : refaire le parking défoncé du relais routier n'est pas envisageable. Or construire des salles des fêtes a enlevé aux restaurants la clientèle des banquets ; ouvrir un *club-house* sur le terrain de sport, où le pastis coûte 1 euro, nuit au bistrotier ; enfin, les « travaux d'embellissement » consistent souvent à supprimer des places de parking et à semer des pots de fleurs géants qui empêchent les derniers clients du café de se garer. C'est pourquoi madame Fallace, dont *Ouest-France*⁷ a déploré l'arrêt de l'activité à Châtres-la-Forêt, s'est empressée de clore son affaire le 30 avril, avant les cinq mois de pelleuse prévus pour les « travaux d'aménagement ».

Pourtant, certaines mairies sensibles à l'importance du café de village créent des établissements municipaux, soutiennent une structure associative, culturelle, voire salarient du personnel... Une

4. Le collectif Culture Bar-Bars rassemble des bars à offre culturelle (concerts, expositions, improvisations...). Ils sont plus de 500 en France, dont 209 dans les Pays de la Loire et 122 à Nantes. Leur site www.bar-bars.com en donne la liste, excellent carnet d'adresses où sortir.

5. Le 5 août 2016, dans un bar de Rouen, le Cuba libre, un incendie dû à un gâteau d'anniversaire a provoqué la mort de quatorze personnes. Les sorties de secours étaient fermées.

6. Consommation et approvisionnement en alcool à dix-sept ans en France, résultats de l'enquête ESCAPAD 2017.

7. « Le bar-tabac Fallace va fermer son rideau », Evron, *Ouest-France*, 4 avril 2019.

organisation souvent complexe à concevoir et à gérer; il serait plus judicieux de faciliter la transmission des entreprises. « On pose des normes qui les empêchent de vivre, ensuite on injecte des fonds pour rouvrir les lieux qui existaient et qui ont fermé », résume Denis Talledec.

La concurrence des grandes surfaces a depuis longtemps asphyxié les petits commerces des bourgs et du centre des villes; les bistrotiers ont résisté, avant de succomber à leur tour. Un phénomène semblable se produit à Londres, qui s'émeut de voir ses pubs historiques supplantés par des marques internationales ou d'autres sociétés mieux structurées, plus douées pour l'optimisation fiscale. De même, lorsque les entreprises locales déposent le bilan, les cafés ferment. Le touriste et le passant distinguent les traces des architectures, les enseignes encore peintes, les vastes portes et fenêtres. Mais nul ne pourra s'arrêter pour se reposer de la route, découvrir les us et coutumes d'un territoire à travers ses habitants et leur vie sociale. Impossible désormais d'entrer et de passer du temps dans la seule maison qui était ouverte à tous, souvent tôt le matin et tard le soir. Un bistrot qui ferme, c'est un théâtre qui disparaît, la qualité de la vie qui baisse, la standardisation qui écrase les singularités et les cultures locales.

« Absolument pas viable... »

Denis Talledec ne mâche pas ses mots: « Avec les cachets des musiciens, les charges sociales et la Sacem, impossible pour les patrons de rentabiliser un spectacle déclaré. Ils travaillent à perte et ne demandent même pas de subventions! » La motivation de celles et ceux qui organisent des concerts n'est pas pécuniaire, mais artistique; il est d'autant plus navrant de les empêcher de partager leurs goûts esthétiques, à une époque où les financements publics pour la culture se réduisent. À part le Fonds d'aide à l'emploi artistique, récemment créé, qui prend en charge une partie de la rémunération⁸.

« Aujourd'hui, dans les Pays de la Loire, il y a moins de cafés-concerts purs et durs, et davantage de cafés avec une offre de concerts », poursuit Denis Talledec. De même, à Paris, comme le révèle le guide *Paris 200 bars-concerts*, les lieux historiques spécialisés ferment et les propositions se dispersent. Facebook devient un outil de communication incontournable pour faire connaître l'offre, mais est tout autant un loisir concurrent à la scène vivante, aux sorties. Il est inquiétant de constater qu'un règlement influence l'esthétique musicale: un « DJ set »

sans charges sociales est moins onéreux pour un bar; sa modulation plus linéaire risque moins d'expédier le détecteur de bruit dans le rouge et le bistrotier vers la contravention, voire la fermeture administrative.

« Faire humanité ensemble »

Culture serait-il un gros mot? On n'ose plus le prononcer, tellement il semble élitiste, pédant, ennuyeux, limité à l'opéra et au silence feutré des médiathèques. Cette gêne trahit des années de politiques culturelles – de droite comme de gauche – fondées sur la transmission d'arts académiques à travers des réseaux labellisés, MJC ou SMAC⁹. Denis Talledec se réfère à l'Antiquité pour décrire cette opposition entre la culture apollinienne (Apollon, dieu de la beauté) et la culture dionysiaque de la fête collective, foraine, votive ou populaire, d'où ont émergé bal musette, rock et hip-hop...

Aujourd'hui, Culture Bar-Bars aide plusieurs villes à définir leur politique de la nuit. « Il y a une compétition du tourisme culturel festif à l'échelle européenne, voire mondiale, mais les villes n'anticipent pas ses désagréments, si cela n'est pas accompagné. Vaut-il mieux des quartiers à destination qui concentrent les propositions – mais aussi les problèmes – ou une offre diffuse sur une ville? Il faut décloisonner économie, sécurité, prévention et culture. Nous les prévenons: attention à ne pas tuer un terreau historique qui profitait à la culture mais aussi au lien social, à la cohésion, à l'économie de la ville, à l'emploi local. Le soir, en rentrant chez soi, mieux vaut un café ouvert qu'une rue déserte. » Professionnaliser, c'est-à-dire mettre dans la norme, induit des effets néfastes. Car les cultures populaires, notamment les musiques actuelles, perdent leur essence si on les normalise. La force de ces petits lieux est justement leur cadre convivial, leur atmosphère unique, leur âme.

Journaliste et photographe, Pierrick Bourgault est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages sur les bars: les guides *Paris 200 bars-concerts* (Bonneton, 2011 à 2018), *Tournée générale* (Territoires, 2014), *Un bistrot sinon rien* (Chamina, 2013), *Paris Bars déco* (Bonneton, 2013), *L'Écho des bistrotiers* (Transboréal, 2012), *Bars en France* (Dakota, 2009), *Les Zinzins du zinc* (Fleurus, 2007), *Bars du monde* (Épure, 2005)... Plus d'infos sur www.monbar.net.



Café en vente, Assé-le-Béranger (Mayenne).



Café fermé, Le Mans (Sarthe). © Photos Pierrick Bourgault.

8. www.gipcafescultures.fr

9. MJC: Maison des jeunes et de la culture; SMAC: Scènes musicales actuelles.